

Altermondialisme et Syndicalisme : Australie et Canada dans l'œil du cyclone

Stéphane Le Queux¹

Senior Lecturer, Griffith University (Australia).

Des éclats de Seattle aux Forum sociaux de Porto Alegre, Sydney, Florence, Hyderabad, Paris, Bombay puis Londres, des barricades de Melbourne au gazage de Québec, des grèves générales de Toronto au siège de Washington, de la mort « accidentelle » d'un anarchiste dans les rues de Gènes à la rébellion des campesinos à Quito, des Zapatistes au Larzac, un monde d'indignation, de luttes et d'utopies libertaires se soulève contre la mondialisation libérale. Problème : cette nouvelle internationale, sauf exception, n'est pas syndicale. S'il y a bien des raisons fortes de croire que les syndicats peuvent y trouver les conditions d'une jouvence, particulièrement en Europe occidentale et notamment en France où la mouvance altermondialiste semble avoir ravivé le conflit social de ses braises, il s'agit peut être d'un trompe l'œil. Les cas de l'Australie et du Canada, où les intersections et les permutations militantes sont problématiques, montrent tous deux en quoi l'équation n'est pas si simple.

Insurrection sociale, résurrection syndicale ?

Postuler que les nouveaux mouvements contestataires puissent contribuer à revitaliser le syndicalisme est une hypothèse tout à fait recevable. Pour certains, idée que je partage, le syndicalisme dispose d'une opportunité historique pour se réinventer en tant que « mouvement » social. Mais il s'agit, à regret, d'une profession de foi car la recherche empirique sur la question est bien insuffisante pour tirer toute conclusion.

Il est possible, à partir de la littérature, d'identifier en quoi ces mouvements interpellent l'acteur syndical, tant au plan stratégique qu'idéologique. Il est possible, en particulier, d'identifier en quoi ils sont porteurs de réponses originales à ses problèmes d'organisation et de représentation. C'est au moyen d'une telle grille de lecture que je vais commenter les contextes australien et canadien. Mais auparavant, il est utile de faire un bref descriptif de la nature des nouveaux mouvements sociaux.

¹ Je tiens à remercier le CRIMT pour avoir apporté le soutien financier indispensable à cette recherche, ainsi que les nombreux militant-e-s et syndicalistes sans qui elle aurait été vaine.

Les nouveaux mouvements contestataires

La remarquable diversité qui caractérise la galaxie altermondialiste², un « mouvement de mouvements » selon l'expression consacrée, en rend sa description particulièrement difficile. Et plus qu'un problème typologique, il s'agit d'un défi méthodologique : No Vox, ATTAC, Act UP, Rete Lilliput, Marcos ou Bové, etc., quelle est l'unité pertinente et représentative pour l'analyse ? Pour parvenir à une généralisation qui fasse sens, il faut donc voir au travers de ce kaléidoscope social les principes et les rouages qui l'activent et qui rendent possible, dans la pratique, la mise en place de coalitions, puis de coalitions de coalitions du local au global.

Pour commencer, comme le remarque Klein (2002), si les causes sont multiples, s'il y a beaucoup de '*yeses*', il y a bien un seul '*no*' : le refus du néolibéralisme. Pour reprendre l'heuristique de Touraine, l'unité ou la fédération des identités se fait autour d'une opposition, et il y a bien lutte pour le contrôle d'une totalité, soit la mondialisation. Ou pour reprendre les mots d'un militant³ : « il y a nécessité d'une synergie des engagements, qui demeurent à front dispersé, contre le libéralisme qui est totalitaire et à front unique ».

L'enjeu central, clairement identifié par Bourdieu (2001), consiste à lutter pour une restauration et une appropriation du politique. Les mouvements altermondialistes revendiquent ainsi, dans leur ensemble, une horizontalisation du pouvoir démocratique, soit une « mondialisation par le bas⁴ ». Ceci explique, en toute cohérence, la préférence donnée à des modes de fonctionnement et de ralliement anti-oligarchiques et volontaristes ainsi que le rejet de tout monopole de représentation. En ce sens, selon Allemand (2003), on assiste moins à une crise qu'à une volonté d'approfondissement de la démocratie.

Cette défiance envers la démocratie représentative, déjà prononcée dans les mouvements sociaux antérieurs (Neveu 2002), n'est pas sans poser problème pour l'acteur syndical. Elle n'est pas non plus surprenante lorsqu'on observe que la contestation, émergente en Europe au tournant des années 1990, puise ses sources dans l'exclusion sociale, le lumpenprolétariat – le mouvement des chômeurs et les marches européennes en sont des exemples emblématiques (Sommier 2003b) – autrement dit, quand le social s'est mis à revendiquer la société aux institutions du social, dont les syndicats sont partie prenante !

² Pour une cartographie à partir du contexte français, voir Sommier (2003a).

³ Commentaire recueilli au Forum Social Européen (FSE), Paris, novembre 2003.

⁴ « Globalisation from below », expression lancée par Falk (1993) et souvent utilisée pour rendre compte de ce renversement de perspective.

D'où, d'une part, le fait que les mouvements contestataires trouvent un écho particulier dans les rangs de la jeunesse⁵, les générations post-baby-boom au premier plan frappées par la « flexploitation » et par la précarité⁶ qui, ensemble, aliènent le présent et confisquent l'avenir. D'où, d'autre part, le retour d'un matérialisme (Fillieule 1996 ; Callinicos 2003), à la fois dans l'explication, par la mise en cause des structures capitalistes, à la fois dans les revendications, le droit à la vie et à la dignité.

Or, comme le pensait Jaurès, le matérialisme n'empêche pas l'idéalisme. Cet impératif de participation citoyenne est manifestement transcendé par un élément fort : un humanisme radical. Ce sursaut humaniste explique autant la transversalité des luttes (logement, écologie, défense de la sphère publique, droits de l'homme, droits des travailleurs, etc.) que leur universalité nouée autour d'une valeur commune, la justice sociale.

« Utopiste debout ! » Ce slogan qui tapissait les murs de Montréal à l'été 2002 évoque bien la vocation émancipatrice du mouvement. Car l'attrait des altermondialistes tient non seulement dans la relance de la critique sociale mais également dans l'aménagement d'une maïeutique à grande échelle pour l'évocation ou la définition d'alternatives : un autre monde, ou plus justement, d'autres mondes sont possibles.

« A mon sens, ils [les mouvements contestataires] développent une critique très sociale en même temps qu'une critique plus culturelle ou humaniste »
(Fred, militant luxembourgeois).

Dans le premier cas, au delà de la mise à nue des effets dévastateurs d'un libéralisme débridé, de la dénonciation du démantèlement des structures de régulation et de représentation

⁵ A l'issue des événements de Gènes à l'été 2001, Bernard Kouchner commentait à raison qu'il s'agissait là de la conjugaison d'un conflit de classe et d'une rupture de génération. Sans pour autant que les jeunes ne soient dupes : « la concurrence intergénérationnelle est organisée par les employeurs » (jeune militant belge, FSE 2003) ; « young people are used to lower wages among the working class and seen as social dumpers » (jeune militant hollandais, FSE 2003).

⁶ Ces thèmes conjoints occupaient une place centrale au forum syndical jeune du FSE 2003, sous la conduite des comités jeunes de la CGT et de la CES, mettant l'accent sur l'importance de bâtir des revendications à l'échelle européenne qui prennent en compte les conditions contemporaines de la précarité, à la fois au travail (EU charter of social guarantees for employees in the fast food and home delivery catering sector) et hors travail (allocation d'autonomie visant à « sécuriser des temps de vie »). Thèmes repris avec punch dans la campagne des blocs anticapitalistes au FSE de Londres, octobre 2004 : « Against Precarity – Reclaim Flexibility » (Northeastern Anticapitalist Network).

collective et de l'approfondissement des inégalités sociales, la critique s'attaque de front à la doxa libérale, la « pensée unique », soit à la superstructure au sens de Gramsci. Cette critique, dont la France fut un des premiers foyers et en demeure une locomotive, s'élève contre l'idéologie du tout marché, soit la tentative de commodifier tous les aspects de la vie (éducation, santé, culture, etc.), la dissolution des rapports humains dans une logique d'échange et la réduction de l'homme à une logique d'intérêts⁷.

« Je considère le libéralisme sur lequel s'appuie la mondialisation comme une insulte à l'humanisme (...) » (Mathias, militant français).

Dans le second cas, l'originalité est que la recherche d'alternatives se fait non pas *malgré* mais *grâce* à l'absence de modèle (Benasayag et Sztulwark 2001), ce qui est un puissant vecteur d'intégration. Ceci est peut aussi être vu comme une suspicion partagée des idéologies totalisantes (Klein 2002). D'où le recours à l'utopie, qui en plus de libérer la passion, permet d'échapper aux contraintes historiques et aux logiques concentrationnaires de l'idéologie. D'où également le recours à des initiatives locales, un « socialisme miniature⁸ ».

L'un dans l'autre, les nouveaux mouvements contestataires visent ainsi à créer « les conditions sociales d'une production collective d'utopies réalistes » (Bourdieu 2001, 40), dont le refus de l'hégémonie libérale et la promotion de la démocratie sont deux aspects constitutifs (Vakalousis et al. 2003).

Si le parallèle historique est approprié, Henri Mendès France signalait en son temps que, « à partir du moment où s'établit un divorce entre l'orientation d'un régime et les aspirations de la jeunesse, alors, oui, la catastrophe est proche ; alors le totalitarisme menace à plus ou moins long terme ». Pour beaucoup de militants, le totalitarisme est bien présent, c'est la mondialisation libérale, et il doit être délogé. C'est sur ce point précis que se dessine une ligne de démarcation au sein même du mouvement, une division somme toute classique entre révolutionnaires et réformateurs qui se répercute nécessairement sur la finalité et les modalités de l'action collective et sur les relations au politique et bien entendu au syndicalisme.

⁷ Ce qui n'est pas sans faire penser à Foucault lorsqu'il énonçait sa crainte qu'un jour « la gestion des choses » vienne à remplacer « le gouvernement des hommes ».

⁸ « socialismo al pequeño » pour paraphraser un jeune militant espagnol (FSE, 2003).

Quels enjeux pour le syndicalisme ?

Pour un nombre croissant d'observateurs, le renouveau de la contestation sociale porte en elle les promesses d'un renouveau syndical. L'enjeu est de sortir d'une logique gestionnaire, de sortir le politique du gestionnaire et d'épouser les nouveaux mouvements sociaux pour renouer avec une logique contestataire. Il s'agirait d'une condition de « renaissance » dans des contextes où le syndicalisme s'est ou bien embourbé dans des logiques corporatistes, élitistes et démobilisatrices (Baccaro et al. 2003), ou bien retrouvé coupé de ses bases militantes (Moody 1997) et ainsi fait « domestiqué » (Fantasia et Voos 2003). Pour cela, et afin d'éviter de se réduire à un mouvement parmi les mouvements, il faudrait que le syndicalisme parvienne à assurer sa centralité dans les rangs contestataires (Hurd et al. 2003), autrement dit qu'il parvienne à réaffirmer sa centralité dans la transversalité des luttes (Harman 2000).

En quoi donc précisément les nouveaux mouvements contestataires interpellent-ils le syndicalisme et apportent-ils des éléments de réponse stratégique ? Ils interviennent à trois niveaux. D'abord, dans le rejet des règles et des meneurs du jeu : contestation plutôt que régulation, avec une exigence de restitution démocratique. Plus finement, davantage que de se soucier du pouvoir des institutions, il s'agit de déployer un rapport de force qui permette une (ré)institutionnalisation du pouvoir (populaire). Ensuite, par un élargissement des bases et des revendications sociales en lien avec un renouvellement des modes d'organisation, de coordination et d'action collective. Enfin, par une revitalisation de la critique sociale. En cela, ils répondent respectivement à trois problèmes fondamentaux – et interdépendants – du syndicalisme : (a) un problème conjoint de hiérarchie des solidarités et d'élasticité de la démocratie représentative ; (b) un déclin des capacités de mobilisation et un manque d'organicité ; (c) une perte d'altérité politique.

La hiérarchie des solidarités, la tendance au « chauvinisme » tel que le qualifiait Lénine, est un vieux problème qui tient du fait que le syndicalisme est un produit, certes contradictoire, du capitalisme et que les identités collectives se forment à l'intérieur de logiques compétitives. En découle une lutte constante pour élargir les espaces de solidarité (Martin et Ross 1998, 247). Et ce problème de hiérarchie est d'autant plus apparent et exacerbé dans le contexte d'un marché global avec, par exemple, la mise en compétition des corporatismes à l'intérieur du bloc européen (Streeck 1999) et la mise en compétition du bloc européen avec le reste du monde, et pour seule issue stratégique l'exportation du modèle européen (Jacobi 2000). C'est ainsi que les jeunes syndicalistes de la CISL réunis à Durban en 2002 au sommet des Nations Unies sur le développement – certains liront l'*accumulation* – durable étaient

profondément divisés sur l'orientation souhaitable du syndicalisme : partenariat social pour ceux du nord, révolte pour ceux du sud.

« Les manifs des belges, des français et des allemands sont d'abord des manifs qui partent d'une motivation autocentrée, avant d'être de la solidarité internationale : c'est parce que des fermetures de sites étaient prévues dans les trois pays que les syndicats se sont mobilisés et rassemblés. L'apparente solidarité mondiale totalement désintéressée n'est que poudre aux yeux (...) au départ, le ressort militant est local. Le ressort mondialiste des mouvements sociaux est lui très différent dans la mesure où on parle moins d'intérêts que d'idéal » (Fred, militant luxembourgeois).

« En fait, je trouve dans le mouvement altermondialisation plein d'éléments que je ne retrouvais pas dans le syndicalisme. Ce dernier me semblait à l'image du monde avant la mondialisation, c'est à dire avec une action limitée aux enjeux locaux, avec une vision restreinte à une entreprise, une branche d'activité, ou au mieux au territoire national. J'y trouvais du monolithisme, du corporatisme, à l'opposé de la diversité et l'internationalisme de l'altermondialisation » (Mathias, militant français).

La réponse portée par les nouveaux mouvements tient dans un renversement axiologique : sortir des gonds identitaires et prendre la solidarité, sui generis, comme une fin en soi. Vu ainsi, il est moins question de savoir si la solidarité peut résister à la mondialisation (Hyman 1999) que de savoir si la mondialisation peut résister aux solidarités ! Le problème, irrésolu, est alors celui des moyens : faut-il jouer le jeu des institutions pour peser sur les instances de gouverne mondiale, au risque d'en naturaliser la légitimité ? Les syndicats internationaux cultivent l'ambiguïté à cet égard.

La CES, créature institutionnelle par excellence, « s'inquiète » de voir un mouvement social occuper un terrain qu'elle n'a jamais vraiment su occuper par fonction, celui du refus populaire du modèle social-libéral européen, et elle tente aujourd'hui de s'y raccommoder tout en gardant ses distances (Braud 2004). Or elle vient de donner son aval au projet de Traité de Constitution Européenne, qu'elle qualifie (selon la parole officielle) « d'avancée sociale », tandis que plusieurs de ses composantes nationales présentes au FSE londonien se sont ralliées à l'appel de mobilisation des altermondialistes pour lui faire obstacle⁹. De l'avis propre de John Monk, son Secrétaire Général, la question du mouvement social n'est pas une question « centrale » pour la CES. On l'aura deviné.

⁹ On notera la vive réaction d'ATTAC : « Scandale et Trahison – Les syndicats européens confirment leur soutien à la constitution » (ATTAC 15/10/04). Quant aux positions du syndicalisme français, on notera que FO a voté contre alors que la CGT et la CFDT ont préféré s'abstenir.

La CISL est à la fois présente à Davos et à Porto Alegre, milite pour son intervention auprès des hauts lieux du pouvoir économique¹⁰ (OMC, Banque Mondiale, FMI) tout en échafaudant un rapprochement avec la société civile qui les conteste. Alors qu'au départ elle déplorait que la mondialisation progresse dans un vacuum démocratique et appelait à un approfondissement du dialogue social¹¹, sans égard au mouvement altermondialiste – tout comme son intervention au 10^{ème} Congrès de la CES à Prague faisait complètement l'impasse sur le mouvement social européen pour faire l'éloge de la forteresse Europe (Prague 28/05/03) – elle s'est ensuite mise à solliciter la société civile, de façon sporadique et accessoire, pour ne pas dire instrumentale, souvent à la manière d'un allié subordonné à ses fins¹².

Au demeurant, si on accepte que « des marchés mondiaux requièrent des règles mondiales¹³ » et que par conséquent la scène nationale n'est plus un lieu pertinent de régulation, on est en droit de se demander comment peser démocratiquement sur les règles du jeu. En particulier, on est en droit de se demander comment les syndicats (internationaux), à mi-chemin entre patronat et société civile, vont parvenir à démocratiser la mondialisation tout en restant eux-mêmes démocratiques, surtout dans un contexte où ils plaident un éloignement des lieux de régulation alors même que les mouvements contestataires militent pour des modèles de démocratie directe et pour un contrôle citoyen à échelle d'homme et de communautés? Ici réside le problème d'élasticité de la démocratie représentative.

Les nouveaux mouvements sociaux y apportent peut être des réponses pratiques par le développement d'une capacité inédite de fonctionnement en réseaux, d'échanges interactifs via les nouvelles technologies de l'information et par la capacité de mobiliser sur des enjeux liant le local au global. Cette société de réseaux, et de réseaux de

¹⁰ « Formal structures for consultation with the international labour movement and the business community should be established in international institutions such as the WTO, the World Bank and the IMF » (ICFTU online 24/02/04 : World Commission demand for fairer globalisation gets full support of the ICFTU).

¹¹ « At a time when billions of people are being left behind by corporate globalisation and with the view that leading institutions lack democratic governance (...) the illusion that an unregulated global market economy will provide a better life for all (...) today stands discredited » (Trade Union Statement to the WSF and the WEF, 01/03).

¹² « Today, the pressure for changes makes the status quo untenable and NGOs provide a catalyst for our action to ensure workers' rights are enforced at a global scale » (G. Ryder, Secrétaire Général de la CISL, 4ème FSM à Bombay, 20/01/04).

¹³ « Global markets require global rules ». Déclaration de Guy Ryder, Secrétaire Général de la CISL, qui toujours dans le même créneau en appelle à une mobilisation de la société civile au service des syndicats (ESF : ICFTU backs closer links between Unions and civil society groups, ICFTU online 14/11/03).

réseaux, fondée sur des modèles « affinitaires¹⁴ », permet un haut degré d'organicité, une « anarchie organisée » (Sommier 2003b), où le militantisme populaire, en particulier le militantisme jeune, semble trouver libre expression, avec un recours fort au symbolique et à l'action directe¹⁵. Par analogie, on pourrait parler d'une fanfare sociale, au caractère intégratif, bigarré et festif, en contraste au caractère solennel, conscript et routinier des hymnes et des appareils syndicaux.

Et cette fanfare, elle joue son rêve en couleur, et c'est là sa force. Parce que la mondialisation, c'est « un rêve en gris » (Barrico 2002, 69). La contribution singulière des altermondialistes est donc bien, il s'agit d'insister, celle de libérer la critique sociale après une longue période de léthargie de la gauche (Boltanski et Chiapello 1999). Est-ce l'occasion pour les syndicats de se désengager des logiques *eutopistes* de partenariat social ? Un nombre croissant d'analystes s'entend à dire que oui. Pour Bourdieu (2001), le mouvement social européen a pour objectif une utopie, et telle est la condition d'un syndicalisme rénové. Pour Hyman (2001), les syndicats doivent se réengager dans la bataille des idées et reprendre l'initiative idéologique en embrassant les revendications de justice globale. Pour Waterman (2001), l'édification d'une nouvelle internationale syndicale requiert les motivations d'un utopisme. Pour Panitch (2001), enfin, il s'agit d'une formidable plateforme de transformation sociale, à supposer que les syndicats embrayent et, réciproquement, que les mouvements créent un espace pour les stratégies syndicales.

Car si l'option « syndicalisme de mouvement social » est vue comme une condition de revitalisation des politiques syndicales (Baccaro et al. 2003), cela demeure encore une question empirique de savoir si elle peut permettre au syndicalisme de se (re)construire un pouvoir politique et économique indépendant (Taylor et Mathers 2002). D'un côté, il n'est pas dit que les mouvements contestataires se livrent si naturellement au leadership syndical¹⁶. De l'autre, il s'agit d'aménager le pluralisme

¹⁴ Dont les ressorts et les logiques sont bien décrits par F. Dupuis-Déri, « Manifestations altermondialisation et "groupes d'affinités" – Anarchisme et psychologie des foules rationnelles », Colloque *Les Mondialisations altermondialistes*, 3-5 décembre (2003).

¹⁵ Les récentes actions collectives développées par la CGT en France lors du conflit des intermittents du spectacle ou en lien au projet de privatisation partielle d'EDF-GDF empruntent d'ailleurs beaucoup à ce registre d'actions coup de poing, à la fois ciblées et théâtrales. C'est aussi caractéristique du regain contestataire des syndicats de nouvelle génération (voir Sainsaulieu 1999).

¹⁶ De tels doutes ont été prononcés par des proches du mouvement. C. Aguiton, commentant la mobilisation contre le G8 d'Evian, appréhende que l'élargissement du mouvement au syndicalisme ait « un effet dissolvant » (ATTAC 03/05). T. Negri, quant à lui, dans son introduction au collectif *Un autre monde est possible* de U. Fisher et T. Ponniah (2003), conclut avec beaucoup de pessimisme sur la possibilité, sinon l'utilité, de bâtir des ponts avec les syndicats.

syndical au sein du pluralisme de ces mouvements¹⁷, avec le risque de voir les divisions internes du syndicalisme s'exacerber pour peu de gains au total. Enfin, il n'est pas dit que les syndicats eux-mêmes y voient un impératif particulier. Le dilemme tient du fait que dans cet « autre monde » revendiqué par les altermondialistes, on ne sait trop quelle serait la place de la négociation collective, ni celle du dialogue social au sens large, si difficilement institutionnalisés – sans compter qu'il s'agit d'une nébuleuse hors contrôle – mais qu'on n'est plus très sûr non plus de pouvoir continuer à compter sur les partis socio-démocrates, tout au moins du point de vue des militants¹⁸.

Le contexte français, où l'on assiste à une reconfiguration du paysage représentatif (Sainsaulieu 2001), où les nouveaux syndicats à tendance radicale sont en phase de recrutement¹⁹, où les « incontournables » altermondialistes²⁰ se font entendre et où l'opinion générale semble sympathique à leurs idées²¹, et où enfin, la critique trouve un relais intellectuel actif²², est un contexte bien particulier – auquel au mieux s'apparente son voisin transalpin²³ – qui donne peut-être une image déformante de la problématique. Les cas Australien et Canadien, dans l'œil du cyclone libéral, font plutôt penser qu'il ne s'agit pas de s'emballer trop vite.

Note méthodologique

Le descriptif des cas australien et canadien, nécessairement fragmentaire, s'appuie sur un faisceau de méthodes à caractère ethnographique. Au premier plan, il s'agit d'une observation participante

¹⁷ Je tiens cette remarque de Philippe Pochet.

¹⁸ Un porte-parole d'IGMetall intervenant au forum syndical du FSE 2004 (Travailleurs, syndicats, mouvements sociaux et représentation politique), dans les locaux mêmes du TUC, déclarait qu'à ses yeux la classe ouvrière allemande se trouvait « privée de voix » (...) et qu'il incombait au syndicalisme d'en tirer les conséquences. Ibid. du côté italien : il faut recréer une représentation politique de classe et lutter pour s'affranchir du *status quo* des socio-démocrates (porte-parole de la CGIL). Même écho de la part d'un militant britannique (TUC/Socialist Workers), en plénière du FSE, s'élevant contre les politiques de « troisième voie » : « we must not be afraid to be radical any longer, because social democrats have raised the white flag to the market (...) we now have to show that we refuse compromises »...

¹⁹ Voir **Conjoncture sociale**.

²⁰ Le Monde, Dossiers & Documents, 09/04.

²¹ Voir le sondage du Monde, 30/11/03.

²² On peut penser à ATTAC, au Monde Diplomatique, à Raisons d'Agir ou encore aux économistes de la contestation, etc.

²³ Voir T. Negri, « Un mouvement social inédit : Refonder la gauche italienne » (Le Monde Diplomatique, 08/02). A noter que l'aile gauche de la CGIL entretient des rapports ténus avec les mouvements contestataires italien et européen auxquels elle ne manque pas d'afficher son soutien.

étalée sur plusieurs années au sein de cellules militantes « archétypiques » dans chacun des deux pays et du suivi d'événements clé à forte teneur symbolique. S'y ajoutent le recueil des procès verbaux, pamphlets et documents d'analyse produits par les organisations militantes ainsi que de nombreux entretiens auprès de syndicalistes et de militants de terrain, y compris des témoignages écrits, sur une base semi-dirigée, sur les raisons de l'engagement militant et les interfaces entre syndicalisme et mouvements contestataires. Le compte rendu qui suit n'est donc ni exhaustif, ni représentatif au sens quantitatif. Il est même tendanciellement partial au sens où il prolonge le regard militant. Il rompt ainsi avec le principe d'une comptabilité des opinions, qui consiste à faire un tout d'une somme d'individualités, en se résolvant plutôt à désigner le pluriel qui s'exprime dans les révoltes au singulier comme au travers de l'action collective, en mimétisme aux principes holistique, humaniste et participatif dont se réclament les nouveaux mouvements sociaux.

L'Australie et le Canada

Bien qu'antipodaux, ces deux pays du Commonwealth ont beaucoup en commun (Bray et Murray 2000), mise à part la distinction québécoise. L'un et l'autre se trouvent aujourd'hui, pour ce qui nous intéresse, satellitaires des États-unis : le Canada dans un processus d'intégration dans le cadre de l'ALENA²⁴, l'Australie dans un processus d'assimilation géopolitique, économique et culturelle. Les deux ont été frappés par la vague libérale, qui s'est abattue plus radicalement sur l'Australie dans les années 1990 avec un démantèlement du système de relations professionnelles, mais qui n'a pas épargné le Canada, en particulier le Canada anglophone, mais aussi le Québec sous la conduite du Parti Québécois qui voulait faire bonne figure. En matière syndicale, si la stratégie de recrutement amorcée en 1999 par les syndicats australiens a permis de mettre un terme à leur déclin précipité, voire dans certains secteurs de renverser la tendance, la densité syndicale au Canada est restée relativement stable, avec une croissance au Québec où celle-ci culmine environ à 40% (Cloutier 2002).

Le mouvement altermondialiste australien a connu son apogée au tournant des années 2000, avec pour faits saillants le blocage du Forum Économique Mondial (FEM) à Melbourne en septembre 2000 (S11), puis des actions nationales au 1^{er} mai 2001 (M1), incluant de multiples manifestations symboliques comme le siège de la Bourse à Sydney. Largement inspiré des événements de Seattle, il puise dans des réseaux militants qui se sont constitués dans la décennie précédente :

²⁴ Accord de Libre Échange Nord Américain.

campagnes contre les mines d'uranium de Jabiluka, pour la libération du Timor de l'Est, pour la Réconciliation avec le peuple Aborigène, contre la montée d'un front national populiste et raciste, et plus récemment pour la fermeture des camps de détention de réfugiés. Mais sans exclure un rebondissement, ce mouvement est pour ainsi dire mort dans l'œuf, principalement, nous allons le voir, par manque de relais institutionnel – hormis l'Alliance Socialiste, de faible envergure – et, en particulier, par manque d'arrimage syndical ; mais aussi parce qu'il s'est vu drainer par la cause anti-guerre, sans succès, comme pour les autres campagnes.

Le Sommet des Amériques, Québec avril 2001, visant l'édification de la Zone de Libre Échange des Amériques (ZLEA), de la Terre de Feu à la Terre de Baffin, fut le véritable détonateur²⁵ du mouvement de contestation au Canada et en demeure le principal catalyseur. Une de ses composantes les plus radicales, la CLAC²⁶, principalement active à partir de Montréal, fut ainsi mise sur pied pour préparer l'opposition au Sommet. Conséquence forte : ce mouvement est intrinsèquement internationaliste, dressant des ponts entre peuples du nord et du sud contre l'impérialisme américain, alors qu'en Australie, il l'est bien plus dans les principes. Comme en Australie, le mouvement s'est vu lui aussi détourné par la mobilisation anti-guerre, qui a porté fruit cette fois, suite notamment à une mobilisation monumentale dans les rues de Montréal²⁷. Même si les mouvements contestataires anti-libéraux ont des ramifications à travers le Canada, notamment en Ontario avec pas moins de cinq mois de grèves et de manifestations publiques²⁸ durant l'hiver 1996/1997, une attention particulière sera consacrée au Québec, non seulement foyer des actions anti-ZLEA, mais aussi où les mouvements sociaux sont plus ancrés et où la contestation se trouve désormais attisée par le gouvernement Charest, gouvernement Libéral au pouvoir depuis un an dont le projet de *réingénierie* sociale, une véritable « révolution du patronat », constitue une attaque frontale au secteur public et aux syndicats²⁹.

²⁵ Et quel détonateur ! Plus de 5000 bombes lacrymogènes, 900 tirs de balles plastiques et 463 arrestations, une population expropriée et consternée par la violence policière ont contribué à sceller un profond sentiment anti-impérialiste. Pour un compte rendu militant, voir Palladino et Widgington (2002).

²⁶ Convergence des Luites Anti-Capitalistes.

²⁷ Dans un contexte de campagne électorale provinciale où la cooptation du Fédéral aux desseins américains aurait sérieusement pesé sur l'unité canadienne.

²⁸ « Ontario Days of Action » contre les politiques ultra-libérales du gouvernement Harris.

²⁹ Dont l'abrogation de l'article 45 qui visait à éviter l'utilisation de la sous-traitance à des fins d'évitement syndical et la promotion de projets de Partenariat Public-Privé abandonnant des pans entiers du secteur public (y compris de l'administration municipale, ex. gestion des eaux et production énergétique) et de l'économie solidaire à des intérêts privés constituent les principaux fers de lance.

Contestation versus régulation, une exigence démocratique

Alors qu'au Canada, la contestation trouve matière à se cristalliser autour du projet de ZLÉA, dont les revers successifs de Cancun puis de Miami montrent l'impopularité, elle s'adresse plutôt, en Australie, au système dans son ensemble ; un degré de généralisation qui constitue une force en soi mais qui n'est pas un vecteur d'intégration suffisant (Bramble et Minns 2004). Mais dans les deux cas, il y a bien rejet de l'ordre dominant : « on s'oppose à la ZLÉA parce qu'on s'oppose au capitalisme, il faut que cela soit dit clairement³⁰ » ; « *Capitalism Sux, Stop Corporate Greed!* » scandaient les militants de *Resistance*³¹ lors des campagnes anti-libérales de 2001 en Australie. Et dans les deux cas, il y a également un rejet de la légitimité des instances de gouverne mondiale qui génèrent les convergences militantes, que ce soit le FEM à Melbourne, ou la réunion du G8 à Kananaskis en Alberta juin 2002³².

Le caractère anti-démocratique de la ZLÉA est assez évident. Son contenu libéral ne l'est pas moins. D'où les grèves étudiantes qui ont agité les campus québécois en 2002 et 2003 ; grèves motivées par la crainte que la ZLÉA, incluant une version relookée de l'AMI, entraîne la disparition de l'éducation publique par sa soumission aux forces du marché. En Australie, c'est d'abord la démocratie industrielle qui s'est vue maltraitée, au point de se faire cartonner à répétition par le BIT, dans l'indifférence totale du gouvernement Howard, la même indifférence qui a prévalu pour le cas des Aborigènes, des boat people, de la guerre en Irak et qui a mis les forces démocratiques à plat.

Dans les deux pays, cette montée au créneau du social pose un sérieux dilemme aux syndicats. Au sommet des Amériques, la FTQ, branche québécoise du CTC-CLC, avait recruté ses gros bras pour former un cordon de sécurité afin d'empêcher ses membres et sympathisants de rejoindre les barricades et de les enjoindre à venir écouter un discours syndical, loin de toute agitation. En vain, dans bien des cas. Même tableau à Melbourne où au milieu d'un discours où le CFMEU s'évertuait à expliquer qu'il luttait de son mieux contre le capital international, on entendit « *Bullshit!* » surgir de l'assemblée syndicale, avant que les membres en grand nombre se détournent de leur leadership pour rejoindre les barrages des altermondialistes. Dans les deux cas, les syndicats se sont aliénés beaucoup de militants, aussi bien à l'interne

³⁰ Un militant de la CLAC en assemblée générale, automne 2002.

³¹ Principale organisation regroupant les jeunes de gauche radicale en Australie, organisation indépendante mais affiliée à Socialist Alliance.

³² Le G8 se réfugiant dans ce petit village éloigné dans les montagnes, pour être bien sûr de ne pas être embarrassé par les militants, ceux-ci ont symboliquement décidé d'investir la capitale Ottawa, vidée de sa représentation démocratique.

qu'à l'externe. Or quoi qu'on en pense, ces syndicats forment, au quotidien, de puissants remparts aux multinationales et une telle douche froide n'a d'autre résultat que de les affaiblir. Comme me le confiait un porte parole du CTC-CLC, « c'est bien beau de vociférer contre le marché, mais c'est avec des employeurs qu'on négocie », exprimant ainsi sa crainte d'un détournement du terrain de jeu : au profit de qui ?

Cela dit, l'intransigeance patronale, comme dans le cas de la grève de Vidéotron à Montréal, hiver 2003, ou la disqualification systémique de l'acteur syndical en Australie, où la nouvelle législation rend l'action syndicale pratiquement illicite³³, poussent un nombre croissant de syndicats à se radicaliser et à l'action directe, puisque dans le fond il n'y a plus moyen de négocier. Cette radicalisation, dont le conflit impliquant le MUA en 1998 frappa les esprits, s'étend aujourd'hui à de grands syndicats d'industrie tel le AMWU et à d'autres secteurs où les syndicats, tel le CEPU, en sont rendus à organiser les travailleurs dans une quasi clandestinité, avec succès.

Un renouvellement du militantisme ?

Le suivi de la mobilisation anti-libérale du M1 2001 auprès de *Resistance* comme celui de la campagne anti-ZLÉA 2002 auprès de la CLAC permettent de corroborer l'un et l'autre la description sociologique des groupes altermondialistes – organicité, multiplicité des causes, internationalisme, fonctionnement en réseaux, exigence démocratique, recours au symbolique et à l'action directe, etc. – constat partagé par les observateurs de terrain dans les deux pays³⁴. Plusieurs points de parenté méritent toutefois d'être soulignés. D'abord, les groupes militants comprennent un fort contingent de jeunes, et en particulier une majorité de jeunes femmes qui ont aussi davantage tendance à en ravir le leadership, peut-être grâce au caractère ouvert et horizontal des collectifs ? Cette composante jeune explique les affinités avec les mouvements estudiantins qui constituent un bassin privilégié de recrutement. Ensuite, on retrouve communément un idéalisme bien informé, un souci d'analyse et de documentation, couplé d'un pragmatisme dans la recherche d'alternatives locales. Ils partagent également une forte préoccupation écologique, ce qui est loin d'être anodin dans des économies vouées à l'exportation maximale de leurs riches ressources naturelles. Enfin, ils subissent ensemble la violence policière avec, comme pour les syndicats, une tendance inquiétante à criminaliser l'action militante ; d'autant plus dans le contexte américain

³³ « Le Workplace Relations Act rend les syndicalistes criminels », commentaire d'un délégué syndical, *Green Left*, page 9, 24 mars 2004.

³⁴ Voir Mona-Josée Gagnon (2002), Kevin McKay (2002) et André Drainville (2002) pour le Canada ; Verity Burgmann (2003), Tom Bramble et John Minns (2004) pour l'Australie.

où les lois anti-terrorisme rendent risquées les solidarités internationales. Un plus du côté canadien réside dans la présence énergétique de militants et de syndicalistes d'Amérique Latine qui investissent le communautaire, où ils semblent trouver davantage d'écoute que de la part des syndicats, pour y tisser des liens de solidarité.

Aussi bien en Australie qu'au Canada, les militants, quelles que soient leurs obédiences politiques, des anarchistes aux réformistes, sont loin d'être hostiles aux syndicats, au contraire. Mieux, il faudrait dire qu'ils posent un regard critique sur les syndicats qu'ils décrivent très souvent comme conservateurs, corrompus au système sinon embourgeoisés, frileux, sectaires³⁵, élitistes et bureaucratiques, mais sont tout à fait favorables au syndicalisme. Et ils ne rechignent pas à s'associer aux luttes syndicales. Le 33^{ème} Congrès de *Resistance*, avril 2004, incluait bien une session sur les jeunes et leur militantisme syndical au travail. Dans leur enquête des militants australiens, Bramble et Minns (2004) ont relevé que 9 militants sur 10 interrogés avaient supporté des campagnes syndicales. Ou comme le souligne Pier-Luc, un militant libertaire québécois apportant son soutien aux lignes de piquetage de Vidéotron : « je milite tant avec des groupes d'activistes qu'avec des syndicalistes (...) c'est dans un militantisme pluriel que je poursuivrai mon action personnelle, je crois à la solidarité (...) ». Et ils étaient nombreux, à Melbourne mai 2004, à se mobiliser pour la défense du syndicaliste Craig Johnson, de l'AMWU.

L'anecdote est exemplaire. Craig, à l'aile gauche du syndicalisme australien, s'est vu désavoué par l'ACTU, créant un tolet interne ; ce qui est révélateur à la fois de la gêne de l'institution syndicale face à la montée d'un syndicalisme d'action directe³⁶ et de la sympathie que ce type de syndicalisme génère au sein de la nouvelle génération militante. Idem au Canada où les TCA-CAW ont retiré leur soutien financier à l'OPAC³⁷ après que cette dernière ait investi le bureau du Ministre du logement « pour qu'il ait une petite idée de ce que ça fait d'être jeter hors

³⁵ Le fait, par exemple, que les syndicats australiens de la construction dénoncent les « sans papier » aux forces de l'ordre n'a certainement pas aidé à les convaincre du contraire. Pas plus que les altercations entre écologistes et travailleurs forestiers, comme dans le cas de la forêt d'Otways ; ces derniers encouragés par leur leadership syndical qui rendait les « bloody greenies » premiers responsables de leur baisse de revenus...

³⁶ « Protest by up to 10.000 persons (...) in a rally that recognised that this is a political frame up attempting to destroy militant unionism (...) Johnston is independent of the Labor Party and the rank and file Workers First movement he led was a threat to their control of the union movement » (RESNET 11/05/04).

³⁷ Ontario Coalition Against Poverty, dont environ 80% du budget dépendaient des TCA-CAW se trouve aujourd'hui aux abois.

de chez soi », toujours selon Pier-Luc, ajoutant : « ce genre de mépris de la diversité des tactiques (...) ne facilite pas la convergence ».

Somme toute, même si elles existent, les intersections militantes ne sont donc pas si simples. Le plus souvent, elles demeurent circonstancielles. D'un côté, les syndicats ne laissent pas vraiment de place à l'intérieur de leurs structures pour des voix radicales et dissidentes, semblablement par peur « d'infiltration » trotskiste ou anarchiste. De l'autre, les groupes libertaires craignent une main mise des appareils syndicaux. Rien de très neuf. Certes, de plus en plus de syndicalistes rejoignent les mouvements alternatifs parce qu'ils y trouvent une plate-forme pour exprimer leur militantisme, mais cela demeure des initiatives individuelles. Certes, comme le confiait un militant d'ATTAC Québec, un soutien matériel des syndicats serait le bienvenu pour maintenir la structure militante à flot. Et il arrive bien que le Conseil Central de la CSN à Montréal, réputé à gauche et historiquement très impliqué dans le communautaire, donne un coup de pouce à la CLAC. Dans tous les cas ou presque, la porte est ouverte aux syndicats, mais les militants n'y croient plus trop et ont appris à penser sans eux.

Se pose enfin un problème de synchronisation. « Ils (lire les altermondialistes) vont trop vite, et ne nous préviennent pas » commentait un membre du RQIC³⁸, un réseau incluant syndicats et diverses ONG, pour expliquer pourquoi le RQIC n'était pas présent aux manifestations anti-ZLÉA de l'automne 2003. Pas étonnant, rétorquera un militant, « ils ont répliqué la bureaucratie syndicale (...) il leur faut attendre une assemblée mensuelle pour prendre une décision ». Comme le soulignait Aguiton (2001), l'arrimage syndical aux réseaux militants n'est pas si évident et requiert un apprentissage réciproque.

En ce sens, l'initiative prise par le Victorian Trades Hall Council (THC) de parrainer en son sein un véritable « réseau » de jeunes militants³⁹, relativement indépendant et fonctionnant à l'instar des groupes altermondialistes, est très intéressante. Il s'agit aujourd'hui d'un franc succès, même s'il s'agit de voir si cela tient l'épreuve du temps. Cela a d'ailleurs donné des idées aux jeunes militants du New South Wales, appuyés par leur Labor Council, et à ceux du Queensland qui, pour leur part, se sont heurtés au refus de leur THC ; ce dernier, selon les jeunes en cause « ayant peur de perdre le contrôle ». Il faut dire qu'ils distribuaient des « capotes syndicales – *protect yourself* » à l'occasion de concerts folks ...

³⁸ Réseau Québécois d'Intégration Intercontinentale.

³⁹ Victorian Youth Trade Union Network.

Une revitalisation du politique ?

Bien sûr, lorsqu'ils ne sont pas carrément anti-capitalistes, les mouvements contestataires australien et canadien sont clairement anti-libéraux. Mêmes slogans, même idéalisme – « This is a fight to enjoy our lives ! » (Camille, leader du VYTUN). Victimes des politiques libérales ou social-libérales conduites sans trop de distinction par la droite ou la gauche, ils sont également au confluent d'un conflit de classe et de génération. Il y a bien rejet du « *Third Way* » et une critique de la démission de la critique sociale, mais par trop marginale pour peser sur l'échiquier politique⁴⁰.

Bien sûr, ils s'attirent la sympathie de certains syndicats, soit de syndicats historiquement proches des mouvements sociaux tels la FNEEQ à l'aile gauche de la CSN, soit de syndicats d'industrie touchés de plein fouet par la mondialisation libérale et doués d'une forte culture de classe comme le CMFEU, soit parmi les militants de terrain de syndicats émergents dans les secteurs des services comme le LHMU ou l'ASU. Il y a bien quelques exemples où les leadership syndicaux ont pris des engagements anti-capitalistes clairs, comme le syndicat des travailleurs canadiens des postes (STTP-CUPW) qui s'est affilié à l'Alliance Mondiale des Peuples ou les MUA en Australie de l'Ouest, mais ce serait une exagération grossière de dire qu'ils sont vecteurs d'une revitalisation des politiques syndicales.

S'il est vrai que les altermondialistes trouvent des échos auprès des bases militantes syndicales, s'il y a bien radicalisation de certaines composantes du mouvement ouvrier, c'est loin, jusqu'à présent, d'ébranler les centrales au sommet. Significatif est le fait que les comités jeunes créés par ces centrales se trouvent impotents, pris en porte-à-faux entre un appareil syndical paternaliste et les groupes militants qui s'en défient⁴¹.

Il n'y a donc pas de virage vers un syndicalisme de mouvement social. Au mieux, l'ACTU se distancie du Parti Travailleiste mais reste sur les rails de sa stratégie de recrutement (*organising*), stratégie résolument pragmatique et critiquée pour son manque de contenu politique : un « *organising* sans doctrine » comme le qualifiait Buchanan (2001), avec raison⁴². Leigh Hubbard, Secrétaire du VTHC, regrettait publiquement, il

⁴⁰ L'UFP, un nouveau parti se réclamant de la gauche de la gauche n'a recueilli que 2.8% des suffrages aux dernières élections provinciales du Québec.

⁴¹ Ces comités jeunes, au Canada comme en Australie, sont bien souvent considérés comme des clubs d'apparatchiks qui ne sont guidés que par des ambitions carriéristes.

⁴² Au symposium du CRIMT 2004, une jeune syndicaliste mandatée par le Labor Council of New South Wales suggérait ainsi qu'il serait pertinent d'envisager « de passer d'une stratégie d'*organising* des syndicats à une stratégie d'*organising* du mouvement syndical ».

y a peu, qu'il lui semblait que le syndicalisme avait terni, qu'il semblait avoir perdu à la fois la passion, à la fois le sens des réalités communes : « We need to get the passion (of social movements) back into the (labour) movement (...) Social wages and broad civil issues need to be addressed, there is a deficit of politics and ideas ». De source syndicale, le leadership du CTC-CLC serait divisé sur la stratégie à suivre. Le TCA-CAW, une de ses composantes de poids, se distingue par son rejet des stratégies consensuelles de partenariat social et s'oriente vers un syndicalisme « général », recrutant dans plusieurs secteurs et se rapprochant des problématiques communautaires. Mais l'un comme l'autre demeurent résolument dans le cadre d'un syndicalisme d'affaires.

Ils ne sont pas non plus le vecteur d'un nouvel internationalisme syndical. S'il existe des solidarités transnationales, elles sont le plus souvent intersectorielles et comme dans le cas des débardeurs, elles ne datent pas d'aujourd'hui. C'est ainsi que le CFMEU soutient les campagnes internationales de solidarité de l'ICEM et que les Métallos canadiens prêtent main forte à leurs homologues mexicains. L'internationalisme reste, officiellement, dans le cadre des structures syndicales. L'ACTU comme le CTC-CLC se limitent pour l'essentiel à souscrire aux politiques de la CISL. Au regret de nombreux militants actifs au Sommet des Amériques, l'AFL-CIO n'a pas mis son poids dans la balance.

Il faut noter, avant de conclure, qu'en plus de ne pas trouver de relais syndical, les mouvements contestataires australien et canadien opèrent dans un contexte médiatique hostile et dans un contexte intellectuel somme toute discret, sinon apathique. Il y a bien des tentatives de développement de media alternatifs, comme Indymedia ou la CMAQ⁴³, mais ne débordant que très peu des sphères militantes, sans réelle capacité d'intervenir sur l'opinion publique.

Voilà pourquoi, dans l'ensemble, le M1 de Sydney offrait le tableau de trois solitudes au sein d'un même espace social : des centaines de manifestants matraqués puis, à quelques coins de rues, un défilé syndical, en ordre bien rangé, et entre les deux, dans l'univers aseptisé des centres d'achat, une société *Billabong*.

Conclusion

Kafka se plaisait à dire qu'il avait peu de points en commun avec lui-même. Cela résume à peu près le regard que les altermondialistes posent sur la mondialisation libérale : le monde des autres d'un autre monde. Et la distance que les élites syndicales entretiennent vis-à-vis du

⁴³ Centre des Médias Alternatifs du Québec.

militantisme de base, peut-être davantage en Australie qu'au Canada, risque bien de les faire passer, si ce n'est pas déjà le cas dans beaucoup d'esprits, comme faisant partie de ces autres.

Quels enseignements tirer ?

Une hypothèse souvent véhiculée est que la mondialisation libérale génère sa propre opposition. C'est vrai, mais les cas de l'Australie et du Canada montrent aussi qu'elle n'a qu'une faible portée sans le soutien structurel des anciennes forces, c'est-à-dire celles du mouvement ouvrier.

Les positions syndicales dans les deux pays montrent également que l'option syndicalisme de mouvement social n'est pas une option inévitable. Les structures et les idéologies syndicales pèsent lourd et l'analyse ne peut, par conséquent, se passer du contexte national, comme cela a été observé dans d'autres contextes (Frege et Kelly 2003).

Finalement, il semble falloir des conditions fertiles pour cette option soit envisageable – tel que l'existence de ressources discursives – dont la principale est une démocratie en mouvement où non seulement on retrouve une conviction collective qu'on peut faire bouger les choses, mais aussi qu'elles bougent de temps à autre : ça prend une histoire de luttes sociales, une éducation sur ces luttes, une socialisation par les luttes et avant tout, des victoires. Même si les militants canadiens et australiens sont tenaces, surtout compte tenu de l'adversité, leur incapacité à changer le cours des choses, en particulier en Australie, mine les ardeurs. D'où l'utilité du recours à des actions directes et auto-limitées.

Qu'attendre de l'avenir ?

Dans les deux cas, tout dépend de l'approfondissement des politiques libérales et de la volonté des gouvernements et du capital à jouer le jeu de la négociation. Au Canada, le projet de ZLÉA va probablement continuer à alimenter la flamme anti-impérialiste pour un bout de temps, avec des conséquences imprévisibles à moyen terme, mais on peut s'attendre à un pluralisme, peut-être accentué, dans les stratégies syndicales à l'égard des mouvements contestataires. En Australie, où il ne faut pas oublier que les syndicats comportent une large composante conservatrice, les mouvements contestataires ne sont que très peu enracinés dans le mouvement syndical. Comme l'énoncent Bramble et Minns (2004), les syndicats sont à voir comme des partenaires « occasionnels » du mouvement anti-capitaliste plutôt que la composante organisée de ce dernier. Et il n'y a pas de raisons apparentes pour que cela change. Si cela devait arriver, il est bien plus probable que cela vienne du bras industriel de l'ACTU que de son organe politique, le Parti Travailleiste.

L'humeur militante, elle, balance entre fatalisme et circonspection : combien faudra-t-il en encaisser encore, encore combien de reculs faudra-t-il accuser, avant qu'on réagisse, pour que les syndicats se réveillent ? Presque à en espérer, sans le vouloir, comme d'aucuns attendaient le Grand Soir, qu'on atteigne le seuil de l'insupportable. Sûr, il n'y a pas photo : les gouvernements Charest, au Québec, et Howard, en Australie, confiant d'une majorité forte, il faut le dire, ne manquent pas de donner libre cours à leur ferveur libérale. Charest doit manœuvrer dans un contexte syndical plus dense mais, sinon divisé, retranché dans ses logiques de représentation sectorielle. Alors, plutôt que de s'y prendre de front, il s'agit d'abord de changer les règles du jeu des uns et des autres et laisser le patronat se saisir de l'aubaine. Howard, de son côté, ayant ravi la majorité au Sénat n'aura plus, dès Juillet 2005, à s'embarrasser de choix tactiques pour porter l'estocade au syndicalisme. C'est promis, il entend faire table rase sur les relations industrielles.

Et ce n'est pas la manifestation du 1^{er} Mai 2004, à Montréal, plus fournie et animée que d'habitude, pas plus que les protestations de l'automne 2004 visant à perturber le Congrès annuel des Libéraux, ni le nouveau projet de campagne⁴⁴ de « communication » de l'ACTU, qui risquent de donner des complexes, ni à l'un ni à l'autre. Alors, du côté militant, on attend le déclic.

Quel déclic ? Il faut bien reconnaître qu'en Australie comme au Canada, où le public est devenu l'ennemi public et où l'on assiste à un accroissement constant et visible des inégalités sociales – qui ne passent pas inaperçues pour autant⁴⁵ – la société de consommation, à l'américaine, continue à jouer une puissante fonction analgésique et sublimatique. La doxa libérale, saline, est profondément dissoute dans les mentalités ainsi que dans l'ordre quotidien des rapports sociaux.

Malgré tout, le ressac contestataire de ces dernières années, en particulier les manifestations pacifistes, par leur ampleur locale et globale, ont démontré qu'il y a toujours capacité de mobiliser massivement sur des principes forts. S'il ne faut donc pas s'attendre à grand chose, comme la vie se fige dans l'œil d'un cyclone, adopter une posture humaniste, c'est quand même s'attendre à être surpris.

⁴⁴ Campagne une fois encore inspirée d'un kit *made in USA*. Faut-il s'étonner de ce choix ? Il s'agit, parmi les pays industrialisés, du syndicalisme qui subit le plus d'adversité, comme me l'expliquait David Peetz. C'est en cela, ironiquement, qu'il s'agit d'une référence, David a raison, et c'est aussi dire à quoi s'attendent les syndicats australiens. Cependant, une jeune responsable de campagne de l'ACTU, activiste issue du milieu libertaire anarcho-syndicaliste, me livrait un tout autre son de cloche : « we gonna have the opportunity to tell all members that we're F*** lost and they're in the shit, or the other way around ». C'est cru, c'est clair.

⁴⁵ Un récent sondage révèle, entre autres, qu'environ 85% des australiens considèrent qu'il y a trop d'écarts de richesse et, à une large majorité, que le monde des affaires a trop de pouvoir (Australian Survey of Social Attitudes 2003).

Liste des acronymes syndicaux (dans l'ordre d'apparition dans le texte):

CES : Confédération Européenne des Syndicats

CGT : Confédération Générale du Travail

CISL : Confédération Internationale des Syndicats Libres

FO : Force Ouvrière

CFDT : Confédération Française Démocratique du Travail

FTQ : Fédération des Travailleurs du Québec

CTC-CLC : Congrès du Travail du Canada – Canadian Labour Congress

CFMEU : Construction, Forestry, Mining and Energy Union

MUA : Maritime Union of Australia

AMWU : Australian Manufacturing Workers' Union

CEPU : Communications Electrical Plumbing Union

ACTU : Australian Council of Trade Unions

TCA-CAW : Travailleurs Canadiens de l'Automobile – Canadian Automobile Workers

CSN : Confédération des Syndicats Nationaux

FNEEQ : Fédération Nationale des Enseignantes et Enseignants du Québec

LHMU : Liquor, Hospitality and Miscellaneous Workers Union

ASU : Australian Services Union

ICEM : International Federation of Chemical, Energy, Mine and General Workers Unions

AFL-CIO : American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations

Sources :

Allemand, S. (2003) « Peser sur les décisions », *Sciences Humaines*, n°144, décembre.

Aguiton, C. (2001) *Le monde nous appartient*, Plon.

Baccaro, L., K. Hamann et L. Turner (2003) « The Politics of Labour Movement Revitalization : The Need for a Revitalized Perspective », *European Journal of Industrial Relations*, Vol.9, n°1.

Barrico (2002) *Next : petit livre sur la globalisation et le monde à venir*, Albin Michel.

Benasayag, M., et D. Sztulwark (2001) *Du contre-pouvoir*, Paris, La découverte.

Boltanski, L. et E. Chapiello (1999) *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Bourdieu, P. (2001) *Contre-Feux 2*, Paris, Raisons d'Agir.

Bramble, T., et J. Minns (2004) « Whose streets? Our streets! Activist perspectives on the Australian anti-capitalist movement », *Social Movement Studies*, à venir.

Braud, M. (2004) « Après le congrès de la CES, quelle stratégie et quelles actions syndicales européennes ? », *Chronique Internationale de l'IREs*, n°86.

Bray, M et G. Murray (2000) Special issue, *Journal of Industrial Relations*, Vol.40, n°2.

Buchanan (2001) « New Directions in Union Strategy: Organising for fairness and reduced inequality at work », *Australasian Organising Conference*, Sydney.

Burgmann, V. (2003) *Power, profit and protest: Australian social movements and globalisation*, Allen & Unwin.

Callinicos, A. (2003) *An Anti-Capitalist Manifesto*, Polity Press.

Cloutier, L. (2002) « L'emploi syndiqué et non syndiqué au Québec : évolution depuis 1997 et caractéristiques en 2001 », *Flash Info*, Institut de la Statistique du Québec, Vol. 3, N°4, septembre.

Drainville, A. (2002) « Québec City 2001 and the Making of Transnational Subjects », *Socialist Register – A world of Contradictions*, Merlin Press.

Fantasia, R., et K. Voss (2003) *Des syndicats domestiqués – Répression patronale et résistance syndicale aux États-unis*, Paris, Raisons d'Agir.

Fillieule, O. (1996) *Stratégies de la rue*, Paris : Presses de Sciences Po.

Gagnon, M.J. (2002) « The Labour Movement and Civil Society : Reflections on the People's Summit from Québec », *Just labour*, Vol. 1.

Harmann (2000) « Anti-capitalism : theory and practice », *International Socialism*, autumn.

Hurd (2003) « Reviving the American Labour Movement », *European Journal of Industrial Relations*, Vol.9, n°1.

Hyman, R. (1999) « Imagined Solidarities : Can Trade Unions Resist Globalization ? », dans P. Leisink (ed.), *Globalization and Labour Relations*, pp. 94-115, Cheltenham : Edward Elgar.

Hyman, R. (2001) « European Integration and Industrial Relations : A case of Variable Geometry ? », dans P. Waterman et J. Wills (eds.), *Place, Space and the New Labour Internationalisms*, pp. 164-179, Blackwell Publishers.

Jacobi, O. (2000) « In search of concepts – the World Social Forum in Porto Alegre », *Transfer*,

Klein, N. (2002) « Farewell to 'The End of History' : Organization and Vision in Anti-Corporate Movements », *Socialist Register – A world of Contradictions*, Merlin Press.

McKay, K. (2002) « Solidarity and Symbolic Protest : Lessons for Labour from the Québec City Summit of the Americas », *Labour/Le Travail*, vol. 50.

Moody, K. (1997) *Workers in a lean world : unions in the international economy*, New York : Verso.

Neveu, E. (2002) *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

Palladino L. et D. Widginton (2002) *Counter Productive – Québec City Convergence Surrounding The Summit of the Americas*, Montréal, Cumulus Press.

Panitch, L. (2001) « Reflections on Strategy for Labour », *Socialist Register*, Merlin Press.

Sainsaulieu I. (1999) *La contestation pragmatique dans le syndicalisme autonome – le modèle SUD-PTT en question*, Paris: L'Harmattan, Logiques Sociales.

Sainsaulieu, I. (2001) « Nouvelles organisations et nouveaux modes de coordination – La recomposition du paysage syndical français », dans G. Murray & al. (eds.), *Repenser les institutions pour le travail et l'emploi*, 38^{ème} Congrès de l'ACRI.

Sommier, I. (2003a) *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion.

Sommier, I. (2003b) « Protester à l'heure de la mondialisation », *Sciences Humaines*, n°144, décembre

Taylor et Mathers (2002) « Social Partner or Social Movements ? European Integration and Trade Union Renewal in Europe », *Labor Studies Journal*, Spring.

Vakalousis, M., J.M. Vincent et P. Zarka (2003) *Vers un nouvel anticapitalisme – Pour une politique d'émancipation*, Paris : Éditions du Félin.

Waterman (2001) « Trade Union Internationalism in the Age of Seattle », dans P. Waterman et J. Wills (eds.), *Place, Space and the New Labour Internationalisms*, pp. 8-32, Blackwell Publishers.